

ISÈRE

MÉTROPOLE DE GRENOBLE

Au Groupe hospitalier mutualiste, le PDG d'Avec, Bernard Bensaid, seul contre tous ?

Avant même la reprise du GHM en octobre 2020, les opposants au groupe Avec (ex-Doctegestio) étaient nombreux sur le territoire. Deux ans plus tard, le patron du groupe Avec, Bernard Bensaid, ne semble plus compter beaucoup de soutiens à Grenoble. Enquête.

« Il y a unanimité contre. Je ne suis plus en capacité de vous trouver quelqu'un qui approuve ce qu'il se passe actuellement », Nicolas Albin, président de la Commission médicale d'établissement (CME), qui représente les médecins du GHM, résume la situation actuelle. Les huit millions de prêts accordés par le conseil d'administration à la mutuelle du groupe Avec, Doctocare, ont fini de faire basculer les derniers soutiens grenoblois de Bernard Bensaid. Des opposants de plus en plus nombreux à faire part de leurs inquiétudes sur la santé financière du GHM et du groupe Avec, sur lequel des rumeurs de vente ont émergé ces dernières semaines.

«Priver Bernard Bensaid de carnet de chèques»

Un droit d'alerte économique a d'ailleurs été inscrit à l'ordre du jour du prochain CSE, mardi 22 novembre. Les élus, qui ont interpellé dernièrement l'Agence régionale de santé et le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, n'excluraient pas, si la procédure suit son cours, de demander le placement sous tutelle de l'établissement par l'ARS pour "priver Bernard Bensaid de carnet de chèques". La CME aimerait aussi que le GHM retrouve de la sérénité. « Tout ça devient très fatigant. Notre job, c'est de traiter les malades », s'agace Nicolas Albin. Le cancérologue, qui admet « qu'il peut être difficile de s'opposer à monsieur Bensaid », reconnaît que « tout n'est pas négatif. Il a déposé ou identifié des problèmes et c'est en occupé Avec une méthode un peu brutale peut- »

12 000

C'est le nombre de salariés du groupe Avec en France, présent dans le domaine du médico-social (Amapa), la santé (Doctocare) et le tourisme (Poppins).

être, mais il y a des choses qu'il fallait faire. Mais l'argent du redressement ne vient pas du groupe Avec. Tout cela est artificiel ».

Le directeur général sur le départ ?

Le PDG d'Avec, qui occupait le poste de directeur général du GHM jusqu'en juillet dernier, semble aujourd'hui isolé à Grenoble. Selon nos informations, le D' David Voirin (qu'il a nommé à sa suite), qui a partagé au conseil d'administration ses réserves sur les finances de l'établissement, serait sur le départ de manière imminente. Des tensions au sein de la direction qui ne font que renforcer les craintes des opposants qui multiplient, depuis deux ans, les courriers d'alerte aux députés, ministres et services de l'État.

« Mes inquiétudes aujourd'hui sont sans doute plus fortes encore qu'elles ne l'étaient à l'époque et je regrette que les pouvoirs publics ne se soient pas impliqués malgré nos sollicitations », confie Christophe Ferrari, président de la Métropole de Grenoble et opposant de la première heure (comme l'Association des amis des cliniques mutualistes ou des membres de l'union de quartier Berriat/Saint-Bruno/Europole) au projet d'Avec et de son PDG. « Je savais très clairement que ce groupe n'était pas là pour faire de l'économie sociale et solidaire, et qu'il n'avait rien de mutualiste. Il avait déjà une réputation, il avait déjà sévi d'autres endroits ». Un groupe à l'image « sulfureuse », voire jugé « inféquentable pour certains détracteurs, ce que ne pouvait pas ignorer Adrea lors de la cession en 2020.

Depuis qu'il a lancé sa société en 2000, Bernard Bensaid, docteur en sciences économiques, professeur d'université et ancien polytechnicien, a construit un groupe qui compte aujourd'hui 12 000 salariés dans le domaine du médico-social, de la santé et du tourisme. Il s'est aussi fait beaucoup d'adversaires. À Chamrousse, Albiez-Montmond (73), Châtel-Guyon (63), Plom-



Les huit millions de prêts accordés par le conseil d'administration de l'UMGGHM à la mutuelle du groupe Avec, Doctocare, divisent au sein du GHM. Les opposants au président du groupe Avec, Bernard Bensaid, sont de plus en plus nombreux. Photo archives Le DL/B. LAGNEUX

Retrouvez notre vidéo sur notre site en scannant ce QR code

bières-les-Bains (88) et Metz (57) où le groupe Avec devait construire le « plus bel Ehdap de France », les litiges s'accroissent pour le "petit Tapie du domaine social", comme l'a décrit un avocat messin. « C'est un homme qui parle beaucoup, qui est capable de vous montrer que tout est formidable et exceptionnel. Il a une capacité à rendre brillant ce qui est terne. Mais les objets qu'il touche, il a plutôt tendance à les détruire qu'à les maintenir en vie », analyse Christophe Ferrari.

« Le groupe fait des envieux et des jaloux »

Serein, Bernard Bensaid assume des méthodes qui font parfois grincer des dents et récite l'image sulfureuse qui colle à son groupe : « Je pense qu'une partie des critiques et des attaques que nous avons, c'est parce que le groupe a grossi très vite. Il a été

multiplié par plus de six en six ans et aujourd'hui, il fait des envieux et des jaloux. Son modèle interroge ». Des questionnements qui seraient remontés jusqu'au plus haut sommet de l'État. La Première ministre Elisabeth Borne a indiqué récemment qu'elle avait demandé aux services de l'État d'être attentifs, exigeants et réactifs partout où cet acteur est impliqué », laissant penser que le groupe Avec serait désormais scruté de près. « Il faut que le gouvernement et les pouvoirs publics se saisissent de cela, appuie Christophe Ferrari. La Banque de France, qu'on avait saisie, nous avait dit : "c'est une nébuleuse". Il est temps de faire la lumière sur la nébuleuse et qu'on y voie clair ».

Albane POMMEREAU et Benoît LAGNEUX
albane.pommereau@ledauphine.com
benoit.lagneux@ledauphine.com

REPÈRES

« Le GHM continuera de travailler »

Les turbulences actuelles à la Mut n'empêchent pas les salariés de continuer à assurer leurs missions. Et les dirigeants de la CME, très attachés à leur établissement, tiennent à le rappeler. « On arrive et on continue à faire les recrutements. Les banques soutiennent le GHM, qui a une image très positive, très ancrée dans Grenoble. Cette image, on la garde et elle nous est bénéfique. Le GHM continuera de travailler. S'il tombe, c'est une mission de soins qui n'est pas assurée pour les patients grenoblois. Nous sommes très optimistes sur la pérennité de l'établissement parce qu'on est indispensables au territoire. Les décideurs publics ont comme devoir de faire en sorte qu'un établissement comme le GHM continue à exercer sa mission ».

« Je pense que j'aurais plutôt dû avoir la Légion d'honneur »

Bernard Bensaid se serait-il fait des ennemis au plus haut sommet de l'État ? En mai dernier, l'entrepreneur félicitait Elisabeth Borne pour sa nomination à l'Élysée, rappelant qu'ils étaient « voisins de chambre » à Polytechnique en 1981. Interpellée à l'Assemblée nationale le 25 octobre par le député des Vosges Christophe Naegelen, qui suit de près la situation des thermes de Plombières-les-Bains et qui demandait des comptes sur l'utilisation et la gestion des fonds publics du groupe Avec, Elisabeth Borne n'a pas été tendre avec son ancien camarade de promotion. « Nous avons affaire à un investisseur qui ne

respecte ni ses engagements, ni les acteurs du territoire qui lui ont fait confiance [...]. Nous connaissons ce type de pratiques et nous leur faisons la chasse. Il n'y a et il n'y aura aucune complaisance, aucune facilité, aucune naïveté des pouvoirs publics vis-à-vis de ce groupe quels que soient les soutiens imaginaires qu'il invoque ». « À l'Assemblée nationale, on peut effectivement jouer à la cour d'école » Interrogé, Bernard Bensaid ne s'explique pas cette attaque. « Je ne comprends pas cette réponse. Ce que je sais, c'est qu'un homme qui a été professeur d'université, qui n'a pas d'argent,

qui décide de créer son entreprise en France en 2000, qui se lance dans la reprise d'entreprises en difficulté en 2010, qui sauve 12 000 emplois, 410 établissements, qui respecte tous ses engagements, je pense qu'il ne méritait pas cette sorte de la Première ministre. Très modestement, je pense que j'aurais plutôt dû avoir la Légion d'honneur. Nous sommes dans des mondes différents. Il y a le monde politique, le monde syndical et il y a le monde de l'entreprise, et c'est le seul qui a une obligation de résultat. À l'Assemblée nationale, on peut effectivement jouer à la cour d'école sur tel ou tel thème. Mais moi, je n'ai malheureusement pas cette marge de manœuvre ».

« Quand on m'attaque, on attaque le groupe et je suis là pour me défendre »

Pour « purger tous les non-dits et toutes les inquiétudes », le président d'Avec, Bernard Bensaid, nous a accordé une interview au siège du groupe Avec à Vincennes.

Chamrousse, Metz, Plombières, Grenoble... vos opposants sont nombreux. Comment l'expliquez-vous ?

« Je pense qu'à Plombières et à Metz et en partie à Grenoble, le politique s'est mêlé du dossier. Je pense que quand le politique se mêle de l'économie, c'est le début de la fin des haricots ».

Cette construction, c'est ma vie »

Est-ce que vous avez pu rencontrer les élus du bassin grenoblois ?

« M. Piolle, maire de Grenoble, a refusé de me rencontrer. Comme M. Grosdidier, maire de Metz. On peut se demander ce qu'il a à caché ? Il peut être opposé au projet politique et il peut dire "moi, je ne veux pas de privé

dans la santé". Très bien. Mais pourquoi fait-il une guerre au groupe Avec et pas au groupe Elsan qui a un établissement sur le territoire (la clinique Belledonne, NDLR) ? C'est quand même curieux. Pourquoi c'est nous qui sommes visés ? M. Ferrari a accepté une seule fois de me voir mais cela s'est passé sans aucun dialogue. Moi, je suis à la disposition de tous les élus et je réponds à tous ceux qui veulent dialoguer ».

Que répondez-vous à ceux qui vous décrivent comme un "cost killer" ou un "Bernard Tapie du domaine social" ?

« Sincèrement, c'est aberrant parce que "cost killer", ça veut dire que je couperais dans les coûts. Je n'ai pas fait un seul licenciement économique en douze ans. Je serais stupide de le faire puisqu'on manque tous de soignants, d'aïdants, de médecins. Par contre, comme tous les groupes, on travaille la mutualisation des achats et donc on essaie d'obtenir les meilleurs tarifs. Tout le monde le fait aujourd'hui. Quand on me traite de "Bernard Tapie de la santé", c'est pareil. Est-ce que j'ai revendu une seule de



Le président du groupe Avec, Bernard Bensaid, a accordé une interview au Dauphiné Libéré alors que les critiques et actions en justice s'accroissent. Photo Le DL/Benoît LAGNEUX

mes entreprises ? Non. Je me fais une fierté totale de ne rien revendre. Lorsqu'il y a un propriétaire qui décide de ne pas renouveler son bail et qu'on est obligés de lui rendre son immeuble ou son établissement, je suis triste et c'est comme si on m'avait enlevé un enfant. Ce groupe, c'est ma vie. Ce sont des critiques qui sont complètement infondées. Vous voyez bien ce qui est dit du groupe, on

dit qu'il est sulfureux. On n'a aucun argument. Moi, j'entends tout : "Monsieur Bensaid, vous êtes sulfureux, vous avez licencié ceci, vous avez fait cela..." J'entends mais pour l'instant, je n'ai rien, sauf des bruits ».

Ces attaques personnelles vous touchent-elles ?

« Oui, bien sûr. Qui ça ne toucherait pas ? Mais maintenant, la question est la sui-

vante : qu'est-ce qui est le plus important ? Ma personne ou le projet que je porte ? Vous allez me dire que c'est la même chose. Aujourd'hui, le projet que je porte, c'est ma personne et ma personne, ce sont les projets que je porte. Quand on m'attaque, on attaque le groupe et je suis là pour me défendre. Et je remercie tous ceux qui sont autour de moi et qui, aujourd'hui, défendent le groupe et ils sont très nombreux ».

Vous avez dit à plusieurs reprises "ou tous les établissements sont sauvés, ou tout le groupe tombe..." Vous maintenez ces propos ?

« Je reste pratiquement derrière cette philosophie, modulo ceux que je ne peux pas sauver, comme la clinique Saint-Brice en Seine-et-Marne qui a fait l'objet d'un arrêté de fonctionnement par l'ARS. Par contre, effectivement, j'ai demandé à tous les établissements de réinvestir nos bénéfices (l'Ebitda) puisqu'on a moins pendant une période, il faudra rembourser les prêts garantis par l'État (46 millions, NDLR) On va être obligés de faire monter

les résultats des établissements pour rembourser ».

Vous allez pouvoir honorer tous ces remboursements de prêt ?

« Le groupe a repris les établissements, les salariés et on a repris aussi 100 millions de dettes bancaires. On en a remboursé 40 millions. C'est quand même énorme. On a toujours remboursé les banques, on a toujours payé les salariés, on a toujours respecté nos engagements ».

« Le groupe n'est absolument pas à vendre »

Des rumeurs circulent sur une éventuelle vente du groupe Avec...

« Je souhaite poursuivre l'aventure jusqu'au bout. Je ne vendrai jamais le groupe Avec sauf si une catastrophe

arrive et que je n'ai pas de successeur. J'ai 61 ans, c'est de ma responsabilité de prévoir le futur. Ce qui est prévu pour l'instant, c'est une ouverture du capital aux salariés, aux dirigeants, aux médecins s'ils le souhaitent, de manière à garantir la pérennité du groupe au-delà de ma personne. Le groupe n'est absolument pas à vendre, au contraire, il cherche à se développer. Et si le modèle convainc certains, on est ouvert à toutes les discussions ».

D'où viennent ces rumeurs ? De vos opposants ?

« Je pense que certains ont confondu la vente des murs, pour avoir plus de liquidités et notamment pouvoir rembourser le GHM, et la vente du groupe. Ce sont deux choses qui n'ont rien à voir ».

Propos recueillis par Albane POMMEREAU et Benoît LAGNEUX

Retrouvez l'intégralité de notre dossier sur le GHM et le groupe Avec sur www.ledauphine.com